La crise et l'endettement du Tiers-Monde

Colloque organisé par l'Association des Économistes Marocains
publié aux éditions maghrébines
Casablanca 1988

Communication de Nezha LAHRICHI « PETROLE, DOLLAR ET ENDETTEMENT »

PETROLE, DOLLAR ET ENDETTEMENT

Nezha BENAMOUR-LAHRICHI*

Incertitude serait indubitablement le mot qui caractérise le monde de l'énergie : incertitudes technologiques - la maîtrise des technologies énergétiques semble mettre plus de temps que ce qu'on avait espéré - incertitudes politiques - l'évolution politique des pays exportateurs est assez incertaine - incertitudes économiques : l'environnement macro économique est également très incertain à plusieurs niveaux : taux de croissance économique dans différents pays et partant rythme d'accroissement de la demande d'énergie, taux d'intérêt, taux de change et valeur du dollar, prix du pétrole...
Autant de facteurs qui font de l'analyse de toute situation liée au monde de l'énergie une entreprise hasardeuse.

Dans notre texte, nous essayerons de clarifier la situation sur le marché pétrolier international avant de voir dans quelle mesure les fluctuations monétaires ont pu infléchir le processus de formation du prix du pétrole.

Un troisième point sera consacré d'une part aux effets de l'effondrement du prix du pétrole sur la situation financière internationale et d'autre part à l'examen du poids des pays pétroliers surendettés par rapport à la dette totale des pays en développement avec une étude de quelques cas de pays.

I - LE MARCHE PETROLIER INTERNATIONAL : NOUVELLES DONNEES

Avant d'essayer de caractériser la situation du marché pétrolier international marqué par une chute brutale des prix dont nul ne pouvait prévoir l'ampleur, il y a lieu de remarquer que le retournement du marché pétrolier intervenu en fait dès 1981 n'est ni le premier, ni probablement le dernier d'une longue série de bouleversements qui jalonnent l'histoire de l'industrie pétrolière.

(*) Enseignante à l'I.S.C.A.E., Casablanca.

Ainsi en remontant à 1973-1974 date de la première rectification économique du prix du pétrole, nous assistons aujourd'hui au quatrième changement qui affecte le marché pétrolier.

— 1973-1974 :	premier choc pétrolier
— 1974-1979 :	détente du marché pétrolier
— 1979-1980 :	deuxième choc pétrolier
— 1980-1985 :	nouvelle détente avec une chute brutale des prix au début de l'année 1986.

1) En ce qui concerne ce qu'on appelle le premier «choc» (1) pétrolier, au-delà de l'ampleur inattendue des augmentations des prix (2), on peut dire que l'affirmation de la souveraineté des pays producteurs de pétrole dans la fixation unilatérale des prix a remis en cause le type de relations à caractère colonial mis en place par le cartel pétrolier. Au concept stratégique des prix affichés, stables et immunisés contre les fluctuations du marché, conçu et mis en œuvre par les grandes compagnies pétrolières depuis pratiquement 1928, les pays membres de l'OPEP ont substitué un concept commercial par lequel les prix affichés seront variables et indexés d'une manière plus ou moins rigide sur les prix du marché.

Depuis 1973-1974, le marché pétrolier a connu des fluctuations aussi bien à la hausse qu'à la baisse. Au climat de crise a succédé entre 1974 et 1979 une période de détente.

2) Le quadruplement des prix du pétrole intervenu à la fin de 1973 provoque, dès l'année suivante, une baisse sensible de la demande dans les nations industrialisées, entraînant une stagnation générale sur le marché pétrolier. La production mondiale atteint 2,85 milliards de tonnes en 1974,

---

(1) Nous utilisons le mot «choc» pétrolier pour la commodité du langage. En fait, il s'agit d'un réajustement et d'une rectification économique du prix du pétrole, fruits d'une longue évolution. Nous nous permettons de renvoyer à notre ouvrage Energie et Tiers Monde non pétrolier : de la problématique générale à l'étude du cas marocain. Ed. Maghrébines. Casablanca 1985. 1ère partie chapitre II.

(2) Le 16 Octobre, les membres de l'OPEP riverains du golfe Persique, au cours d'une réunion tenue à Koweit, décident unilatéralement d'augmenter les prix de plus de 70 %, ce qui a fait passer le pétrole brut léger (34°API) de 3,011 $ à 5,119 $ par baril. Au cours des jours suivants les autres membres de l'OPEP majorent également leur prix. A la fin de Décembre, nouvelle hausse cette fois-ci de 130 %. Bref, les prix affichés auront quadruplé en moins de trois mois.

soit un niveau identique à celui de 1973, alors qu'au cours de la décennie précédente le rythme d'augmentation annuelle avait été de 8 % en moyenne. Le plein effet des hausses du pétrole s'est fait sentir surtout à partir de 1975. Le ralentissement de la croissance et du même coup des productions pétrolières, a fait que la production mondiale n'a retrouvé son rythme de 1973 que quatre ans plus tard soit en 1977.

Face à la baisse de la demande, l'OPEP a réduit sa production : le recul a été de 11 % en 1975 par rapport à 1974. Certains pays producteurs accusent une réduction très nette de leurs activités telle la Libye dont les exportations ont baissé de 30 % environ en un an. Cette situation du marché a contraint les pays producteurs à accepter une certaine érosion de leurs revenus en valeur réelle par suite de celle de leur monnaie de paiement, le dollar.

Autrement dit, les prix fixés par l'OPEP perdaient, en valeur réelle, la majeure partie du gain réalisé en 1973.

Malgré certaines réactions et les divergences au sein de l'OPEP entre les partisans d'une majoration des prix afin de protéger leurs revenus contre les effets de l'inflation, et les tenants d'une légère augmentation des prix nominaux (Arabie Saoudite) le marché pétrolier a plutôt été caractérisé par une relative stabilité. Cette dernière a fait que l'opinion publique occidentale s'est surtout intéressée à l'équilibre physique de ce marché, négligeant le sens profond des bouleversements intervenus en 1973. De nombreuses études (WAES, AIE, Compagnies pétrolières) (3) ont été effectuées dans cet esprit. Comparant l'offre techniquement envisageable à la demande estimée à partir des taux de croissance économique, elles concluaient à une incapacité de l'offre à satisfaire la demande à une date comprise entre 1985 et 1990. D'ici là, la résorption des capacités de production excédentaires de l'OPEP, le développement du potentiel Saoudien et l'apparition de nouveaux exportateurs (Mexique et Chine) permettraient d'assurer au monde un répit.

L'alerte de 1973 passée, les acheteurs pouvaient espérer conserver quelque temps encore une position favorable. Le renversement du régime du Shah devait bousculer ces prévisions et rappeler l'importance des facteurs politiques.

3) En 1979 et 1980, un vent de crise provoqua un triplement des prix et une forte augmentation de la demande destinée aussi bien à la couverture

---

(3) **WAES :** Work Shop on Alternative Energy Strategies : étude sur les perspectives énergétiques mondiales élaborée par l'Université Américaine MIT (Massachusetts Institute of Technology).,

AIE : Agence Internationale de l'Energie.

de la consommation qu'à la constitution de stocks de sécurité dans les pays industrialisés.

4) Cette situation dura jusqu'au mois de Mars 1981 lorsqu'un nouveau et quatrième retournement s'opéra. La baisse des prix du pétrole est d'une ampleur telle qu'on a parlé d'un contre choc pétrolier ou encore d'un «troisième choc» qui frappe cette fois-ci l'OPEP, puisque le prix de référence du pétrole (Arabian Light) après avoir atteint le record de 34 $ le baril en 1981 a franchi la barre de 12 $ au mois de Mars 1986.

Cette chute des cours du pétrole trouve des explications aussi bien du côté de l'offre que du côté de la demande.

Les causes qui diminuent la demande mondiale d'énergie et de pétrole sont d'une part d'ordre structurel : mise en service de nouveaux équipements diminuant la consommation d'énergie, développement des énergies non pétrolières, mutation de l'occident vers l'économie post-industrielle, et d'autre part d'ordreconjoncturel: ralentissement de la croissance économique, hausse du dollar américain qui a fortement aggravé la baisse des consommations et de stockage ; celui-ci atteint 3 millions de barils par jour pour une demande moyenne de 46 millions de barils par jour dans le monde non communiste alors qu'auparavant le destockage n'était que de 0,8 million baril par jour. L'ajustement des stocks opéré par les compagnies pétrolières fait que ces dernières qui détenaient 89 jours en 1981 n'en détiennent plus actuellement que 77 jours.

— du côté de la production, on relève une redistribution des cartes sur le marché pétrolier : la production de l'OPEP de l'ordre de 31,2 millions de barils par jour en 1977, soit environ 50 % de la production pétrolière mondiale, ne représente plus en 1985 que 30 % de cette dernière. En effet, la hausse des prix a permis à d'autres pays de devenir non seulement de nouveaux producteurs mais également des exportateurs.

Ainsi la production pétrolière non-OPEP est passée d'environ 14,4 millions de barils par jour en 1970 à 22,6 millions de barils par jour en 1985 ; devant cette augmentation, l'OPEP s'est toujours efforcée de réduire les quantités offertes pour empêcher la baisse des prix, mais à force de réduire son offre, l'organisation a perdu de son pouvoir dans la fixation des prix.

Au sein de l'OPEP, c'est toujours l'Arabie Saoudite qui a joué le rôle de protecteur de la stabilité du marché en étant le producteur résiduel. C'est ainsi que la part de l'Arabie Saoudite dans la production mondiale est passée de 17 % en 1979 à 6,6 % en 1985.

Cette baisse a impliqué une chute des revenus pétroliers à des niveaux jugés intolérables et a obligé l'Arabie Saoudite à puiser dans ses réserves tombées à 90 milliards de dollars contre 120 milliards de dollars, il y a trois ans.

En d'autres termes, il existe pour l'Arabie Saoudite un plancher de production, 2 millions de baril par jour atteint en 1985, en deça duquel les contraintes financières apparaissent, d'où sa stratégie qui consiste à essayer de reprendre sa place sur le marché et ce en augmentant sa production provoquant une guerre des prix.

L'Arabie Saoudite s'est efforcée de convaincre les producteurs non OPEP de partager le fardeau imposé par la réduction de la demande mondiale de brut sans y parvenir. On peut faire remarquer l'absurdité économique de faire produire à 100 % la plupart des gisements non OPEP, spécialement ceux de la Mer du Nord qui vont commencer leur déclin dans cinq ou dix ans et dont la production coûte de 5 à 10 $ le baril alors que le Moyen Orient renferme 100 ans de production à 1 $ de prix de revient.

Avant d'essayer d'apporter quelques éléments de réponse, il est utile de rappeler que ni les pays pétroliers — OPEP et non OPEP — ni les pays importateurs n'avaient intérêt à voir les prix pétroliers s'effondrer.

— Pour les pays de l'OPEP, l'effondrement des prix du pétrole leur fait subir des pertes importantes sur leur plus importante source d'exportation et de devises et implique des retards graves dans leurs politiques de développement avec toutes les conséquences sociales et politiques que cela suppose.

— Pour les pays non OPEP, la chute des prix agit négativement sur la valeur de leurs monnaies (cas de l'Angleterre) ou sur le niveau de leur endettement (Mexique, Egypte, etc...). Si la guerre des prix continue, ces pays seraient incapables de garder leur part du marché, ce qui est particulièrement gênant pour les pays qui disposent de faibles réserves.

— Pour les pays importateurs, la chute des prix du pétrole remet en cause les politiques énergétiques fondées sur un prix élevé du pétrole et freine l'émergence d'énergies alternatives. Pour les Etats-Unis, si une taxe à l'importation du pétrole n'est pas instituée pour protéger une production nationale à coût élevé, cela signifie le retour à une plus grande dépendance envers les sources extérieures d'approvisionnement ce qui va à l'encontre de la stratégie américaine menée depuis 1973.

Quant à la politique protectionniste, si elle n'a pas été décidée jusqu'à présent, c'est que le gouvernement américain pèse la perte nette qui en résulterait pour l'économie.

Malgré cette convergence d'intérêts, les prix du pétrole ont néanmoins connu un effondrement.

Deux éléments de réponse.

1) Le changement du marché pétrolier et les nouveaux circuits de commercialisation : jusqu'en 1970-1973, la filière pétrole était entièrement dominée par les compagnies du Cartel ; depuis le premier choc pétrolier, les

pays producteurs contrôlent le stade de la production et dans une moindre mesure celui du raffinage. Or le système OPEP n'est pas intégré et surtout a donné de l'importance au marché spot sur lequel s'effectue 60 à 70 % de l'ensemble des transactions sur le pétrole, contre 5 % seulement en 1973. De plus, il y a eu l'émergence des marchés à terme depuis 1983.

Ces nouveaux circuits de commercialisation ont «banalisé» le pétrole alors que cette matière première reste stratégique ; sur le marché spot, les transactions sont guidées par le profit immédiat et leur logique est étrangère à la stabilité des prix et aux visions à long terme. Le marché pétrolier est devenu hautement spéculatif au moment où l'industrie du pétrole et de l'énergie en général a besoin d'une marge confortable de certitude.

2) La position actuelle des compagnies pétrolières qui suivent également le profit. En effet, les nationalisations des années 1970 ont fait disparaî pour les compagnies le bénéfice à la production dans le Golfe, elles ont pu reconstituer ces bénéfices grâce au pétrole de la Mer du Nord, 3 à 5 $ par baril et même 7 $ en Alaska d'où le développement de la production non OPEP et la neutralisation du Moyen-Orient.

En conclusion de ce premier point relatif à la situation sur le marché pétrolier, on peut dire que l'équilibre du marché mondial du pétrole était établi par une régulation de l'offre et c'est l'Arabie Saoudite qui assurait le rôle de protecteur du marché en modulant sa production. Les raisons techniques des deux «chocs» pétroliers s'expliquent par la crainte d'un déséquilibre durable entre l'offre et la demande au moment où des sources de substitution n'étaient pas encore économiquement mises en évidence. Après le second choc pétrolier des limites sont apparues, l'élasticité prix et l'élasticité substitution de la demande ont commencé à jouer.

De plus les mécanismes régulateurs traditionnels c'est-à-dire par le jeu de l'offre et de l'équilibre physique n'ont plus joué du fait des nouvelles données financières liées notamment au comportement des taux de change, essentiellement ceux du dollar.

II - PETROLE ET DOLLAR

L'objectif de ce point est d'essayer d'apprécier dans quelle mesure les fluctuations monétaires ont pu infléchir le processus de formation des prix du pétrole et d'analyser les relations pétrole-dollar ou plus précisément d'étudier les relations taux de change - prix du pétrole.

Les variations des cours du dollar américain sont au centre de l'analyse en raison de la forte préférence de la zone OPEP pour cette monnaie en tant que moyen de paiement international.

Le cours du dollar a influencé négativement l'évolution des termes de l'échange de l'OPEP entre 1970 et 1979 et positivement de 1982 à 1985. Les

pays exportateurs ont été plus attentifs aux fluctuations du pouvoir d'achat réel du brut qu'à celles de son prix nominal ; on en a déduit que pour maintenir leur pouvoir d'achat, ils ont favorisé la hausse des prix pétroliers lorsque le cours du dollar a baissé. Inversement, ils ont pu entériner plus aisément des baisses du prix nominal du brut lorsque parallèlement le cours du dollar était à la hausse.

Ainsi les deux périodes 1971-1973 et 1977-1979, où l'on a assisté à trois années consécutives de baisse du dollar, ont été respectivement ponctuées par un choc pétrolier, alors que la période de forte hausse du dollar 1981-1984 correspondait à une phase de réduction du prix nominal du pétrole.

Cependant, ces fluctuations de la valeur du dollar exerce une influence sur la demande de pétrole des pays consommateurs : le second choc pétrolier qui est avant tout un choc dollar a élevé le niveau de rentabilité des procédés de substitution dans les pays industrialisés et a réduit le niveau de la demande mondiale et partant il se trouve responsable de la contrainte de débouchés dont souffrent les pays exportateurs de pétrole. Les gains de change perçus par l'OPEP depuis 1980 ont été annulés par les pertes de revenus causées par la revalorisation du dollar à travers la forte baisse des tonnages exportés.

Ainsi, le niveau élevé du dollar s'avère, en grande partie responsable des accès de faiblesse actuels des cours du pétrole en raison des puissants effets déflationnistes qu'il a provoqués dans les pays importateurs.

Depuis Mars 1985, le raisonnement tenu à propos de la corrélation inverse entre prix du pétrole et valeur du dollar est infirmée puisque prix du brut et dollar chutent de la même façon.

En 1980, les autorités monétaires américaines ont décidé de s'attaquer à l'inflation en menant une politique monétaire restrictive qui s'est traduite par une augmentation des taux d'intérêt. Le monde non américain s'est trouvé face à une pénurie de dollars qui sont allés chercher des placements avantageux sur le marché américain. A la pléthore (en 1977-1978, le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis procura les 2/3 de l'augmentation des liquidités internationales ce qui a permis au système financier international de pourvoir aux besoins en dollars des pays importateurs de pétrole) succéda la pénurie avec pour conséquence la hausse vertigineuse du dollar sur les places financières. Après le second choc pétrolier, les pays importateurs de pétrole ne trouvèrent plus les liquidités requises mais surtout les conditions très favorables de financement des factures pétrolières. La réponse a été donnée par des politiques déflationnistes, la réduction de la demande et la réduction de l'inflation ont appelé un nouveau mode de régulation du marché pétrolier à base de quotas de production et de baisse du prix nominal.

La baisse conjointe des prix du pétrole et du cours du dollar constitue la tendance nouvelle et inédite de l'évolution du marché pétrolier mondial depuis quelques mois. Ce mouvement s'inscrit toujours dans le prolongement des politiques énergétique et monétaire américaines.

— Par rapport à la politique énergétique, l'administration américaine semble prête à laisser glisser les prix du pétrole en dollar jusqu'au seuil de rentabilité des gisements d'Alaska ; pour les experts américains, c'est un moyen efficace pour prolonger le processus de croissance non inflationniste.

Par ailleurs, les importations pétrolières, qui pourraient être taxées pour protéger les producteurs de pétrole aux Etats-Unis menacés par la chute, ne l'ont pas été car cette taxation limiterait l'effet de relance économique attendu de la baisse du prix du pétrole.

— Par rapport à la politique monétaire américaine, notons qu'un certain relachement contribue à faire baisser un dollar manifestement surévalué. Or la baisse du prix du pétrole peut gêner l'attérissage en douceur du dollar contre les monnaies fortes notamment le Yen et le D.M. En effet, l'impact de la baisse du prix du pétrole sur les excédents commerciaux du Japon et de l'Allemagne en 1986 est puissant. De même la baisse du prix du pétrole risque d'ouvrir l'écart entre les dérivés des indices de prix à la consommation.

Ainsi le Yen et le DM, portés par des excédents croissants et une inflation en recul vont s'apprécier si le réglage des différentiels de taux d'intérêt ne freine pas le mouvement. En un mot du «soft landing» au «crash landing» du dollar il n'y a qu'une mince frontière que la baisse du prix du pétrole, par ses conséquences sur les taux de change du yen et du DM, menace.

Les conséquences positives de la baisse du prix du pétrole sont évidentes puisque les pays importateurs connaissent déjà une amélioration de leurs balances commerciales. Quant aux pays exportateurs de pétrole, la détérioration rapide de leur situation financière pose des problèmes épineux surtout aux plus endettés.

III - PETROLE ET ENDETTEMENT

Nombreux sont les observateurs qui établissent un lien entre pétrole et endettement et ce de deux façons :

— d'une part en faisant remarquer que la chute du prix du pétrole et des quantités exportées par l'OPEP implique une baisse des revenus pétroliers ; il en résulte un amenuisement sinon une disparition des surplus financiers de l'OPEP lesquels étaient recyclés par les banques commerciales

La baisse conjointe des prix du pétrole et du cours du dollar constitue la tendance nouvelle et inédite de l'évolution du marché pétrolier mondial depuis quelques mois. Ce mouvement s'inscrit toujours dans le prolongement des politiques énergétique et monétaire américaines.

— Par rapport à la politique énergétique, l'administration américaine semble prête à laisser glisser les prix du pétrole en dollar jusqu'au seuil de rentabilité des gisements d'Alaska ; pour les experts américains, c'est un moyen efficace pour prolonger le processus de croissance non inflationniste.

Par ailleurs, les importations pétrolières, qui pourraient être taxées pour protéger les producteurs de pétrole aux Etats-Unis menacés par la chute, ne l'ont pas été car cette taxation limiterait l'effet de relance économique attendu de la baisse du prix du pétrole.

— Par rapport à la politique monétaire américaine, notons qu'un certain relachement contribue à faire baisser un dollar manifestement surévalué. Or la baisse du prix du pétrole peut gêner l'attérissage en douceur du dollar contre les monnaies fortes notamment le Yen et le D.M. En effet, l'impact de la baisse du prix du pétrole sur les excédents commerciaux du Japon et de l'Allemagne en 1986 est puissant. De même la baisse du prix du pétrole risque d'ouvrir l'écart entre les dérivés des indices de prix à la consommation.

Ainsi le Yen et le DM, portés par des excédents croissants et une inflation en recul vont s'apprécier si le réglage des différentiels de taux d'intérêt ne freine pas le mouvement. En un mot du «soft landing» au «crash landing» du dollar il n'y a qu'une mince frontière que la baisse du prix du pétrole, par ses conséquences sur les taux de change du yen et du DM, menace.

Les conséquences positives de la baisse du prix du pétrole sont évidentes puisque les pays importateurs connaissent déjà une amélioration de leurs balances commerciales. Quant aux pays exportateurs de pétrole, la détérioration rapide de leur situation financière pose des problèmes épineux surtout aux plus endettés.

III - PETROLE ET ENDETTEMENT

Nombreux sont les observateurs qui établissent un lien entre pétrole et endettement et ce de deux façons :

— d'une part en faisant remarquer que la chute du prix du pétrole et des quantités exportées par l'OPEP implique une baisse des revenus pétroliers ; il en résulte un amenuisement sinon une disparition des surplus financiers de l'OPEP lesquels étaient recyclés par les banques commerciales

du monde occidental et employés en vue de consentir des prêts aux pays en développement. Autrement dit, le tarissement des pétro-dollars va priver les banques commerciales occidentales d'une source de financement qui se traduira par une baisse des crédits bancaires aux PVD au moment où la communauté internationale demande un effort particulier aux bailleurs de fonds.

— D'autre part, les pays pétroliers les plus endettés (Mexique, Egypte, Algérie, Indonésie, Equateur, Nigéria, Vénézuela) risquent de connaître des situations de cessation de paiements et de faire renaître le spectre de la crise de l'endettement.

En ce qui concerne la première question, nous voudrions montrer que la part des pétro-dollars dans les euro-marchés n'est pas déterminante et que les pétro -dollars n'ont pas été spécifiquement affectés aux PVD.

Quant à la seconde question, la menace ne vient pas spécifiquement des pays pétroliers endettés ; le problème qui se pose est celui d'une crise financière plus large, c'est-à-dire celle de l'endettement généralisé, reflet d'une crise économique.

1) Surplus pétroliers et euromarchés.

Une remarque préliminaire s'impose, elle est relative à la notion de surplus pétrolier et à son estimation.

Le concept surplus peut donner lieu à plusieurs interprétations. En général, «les surplus» résultent de la différence positive entre les exportations et les importations en valeur des pays exportateurs de pétrole. Les revenus tirés des exportations et non affectés aux importations courantes peuvent être accumulés à l'intérieur et/ou à l'extérieur du pays sous forme de placements, soit investis directement à l'extérieur du pays.

Ces ressources financières ainsi accumulées sont la condition préliminaire du développement économique du pays qui les a accumulé.

L'estimation des «surplus» des pays exportateurs de pétrole est tout à coup devenue depuis 1973 un problème de grande actualité. Les institutions financières et bancaires les plus éminentes se sont penchées sur ce problème avec un intérêt tel qu'elles s'ingéniaient à le calculer au jour le jour, à le prévoir et l'extrapoler.

Les méthodes généralement utilisées pour la détermination des «surplus» des pays producteurs de pétrole sont celles qui se retrouvent dans tous les pays du monde. Elles prennent en considération soit la balance commerciale et le solde des transferts d'un pays donné soit le solde des opérations courantes. Or, depuis 1973-1974, il n'en est plus de même en ce qui concerne les pays membres de l'OPEP pour lesquels on préfère employer les termes de «surplus monétaires» ou encore «surplus financiers». Ce dernier concept diffère du premier par les «ajustements» opérés pour

tenir compte des écarts existants entre exportations de pétrole et paiements. Les déficits courants enregistrés par plusieurs membres de l'OPEP dès 1975 n'ont pas découragé les auteurs de ces nouvelles méthodes comptables qui continuent à mettre en exergue les «surplus pétroliers».

L'utilisation des diverses méthodes comptables par les institutions financières spécialisées des pays occidentaux ne fait pas ressortir les mêmes résultats.

Durant les années 1974 à 1981, en cumul, l'excédent courant dégagé par l'OPEP s'est élevé à 350 milliards de dollars et était concentré sur cinq pays : Arabie Saoudite, Koweit, EAU, Iran et Libye.

Depuis 1982, la balance des comptes courants de l'OPEP est devenue déficitaire - 14,2 milliards de dollars en 1982, - 19,5 milliards de dollars en 1983 et - 4,08 Milliards de dollars en 1984 comme on peut le lire sur le tableau suivant :

Balance des comptes courants des pays de l'OPEP
de 1978 à 1984

(millions d'US dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Emirats Arabes Unis	2 134	6 070	11 582	10 270	7 655	8 044	3 984
Arabie Saoudite	1 689	14 669	46 904	44 064	– 1 100	– 18 433	– 3 220
Iran	1 500	6 110	– 2 745	– 4 815	7 368	– 1 379	– 2 300
Irak	3 254	10 823	11 548	– 9 534	– 13 693	– 7 315	– 1 800
Koweit	6 129	14 032	15 302	13 778	4 873	5 115	5 570
Qatar	861	2 070	3 212	3 069	1 169	410	1 513
Algérie	– 3 538	– 1 631	249	85	– 183	– 86	700
Gabon	74	248	392	402	320	72	150
Libye	738	3 771	8 189	– 3 983	– 1 591	– 1 707	– 1 930
Nigéria	– 3 785	1 664	5 104	– 5 854	– 8 307	– 5 017	530
Equateur	– 701	– 625	– 642	– 1 002	– 1 195	– 104	– 210
Venezuela	– 5 735	. 350	4 728	4 000	– 4 246	4 427	4 972
Indonésie	– 1 413	980	2 864	– 566	– 5 324	– 6 338	– 2 044
Total	1 207	58 531	106 687	49 914	– 14 254	– 19 553	– 4 085

Source : Comité Professionnel du Pétrole. Supplément au Bulletin analytique pétrolier OPEP - 31/12/1985

En 1981, le stock de pétro-dollars déposé dans les banques situées en dehors des Etats-Unis a culminé à 161 Milliards de dollards, lesquelles banques disposent de ressources de provenance diverses et interviennent sur les euromarchés.

Au même moment, les engagements extérieurs des banques déclarantes à la Banque des Règlements Internationaux non-situées aux Etats-Unis se montaient à 1300 Milliards de dollars. Toutefois, si l'on élimine des double-emplois comptables, le montant net du crédit international consenti par ces banques était de 900 milliards de dollars. L'estimation la plus large fait donc ressortir à 17,8 % la part des pétro-dollars dans les euromarchés au moment où elle a été la plus importante. D'une manière plus générale entre le premier choc pétrolier et le début de la contraction des pétro-dollars, ces derniers ont fourni entre 10 et 15 % des ressources utilisées par le système euro-bancaire.

Ces ressources à court terme ont généralement été transformées en prêts à long terme, les PVD ont reçu 50 % de ces prêts comme l'indique le graphique suivant.

Ils n'ont donc pas été spécifiquement affectés aux P.V.D.

Le recyclage de la rente financière de l'OPEP s'est effectué essentiellement sous la forme d'importations de biens, d'usines clés en main, d'achats d'armes et de transferts divers.

L'amenuisement des pétro-dollars n'a pas un effet important sur la capacité des banques commerciales à accorder des prêts aux P.V.D. D'autant plus que la baisse du prix du pétrole a des effets directs et immédiats sur la balance commerciale des pays de l'OCDE : réduction du déficit de la France et des Etats-Unis et accroissement de l'excédent du Japon et de la R.F.A. ; ceci signifie un déplacement de la rente des pays producteurs vers les pays industrialisés consommateurs. Les pays riches et excédentaires en balance des paiements courants devront dépenser essentiellement sous forme d'exportations de capitaux puisque la marge d'accroissement de leurs importations est limitée. Par exemple, la part des banques japonaises dans les avoirs internationaux déclarés à la BRI a dépassé en Septembre 1985 celle des banques américaines. Ces dernières détenaient à l'automne 1985, 580 milliards de dollars soit 23,4 % des avoirs internationaux déclarés à la BRI alors que les banques japonaises détenaient à la

même époque 640 milliards de dollars soit 26 % des avoirs internationaux.

De la qualité de ce recyclage dépend en grande partie l'effet positif ou négatif du choc pétrolier à l'envers.

Le second lien entre pétrole et endettement concerne la situation des pays pétroliers surendettés.

2) Pays pétroliers surendettés

Les pays retenus par notre analyse sont l'Algérie, l'Egypte, l'Equateur, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria et le Vénézuela. Le champ de notre investigation concerne ces pays car pour beaucoup d'observateurs les difficultés de remboursement que ces pays connaissent depuis l'effondrement du prix du pétrole pourraient faire renaître la crise de l'endettement alors que pour certains le système a vaincu la crise, la «normalisation» est avancée et la panique d'une rupture du système financier international en 1982 est un souvenir du passé.

Notre propos n'est pas de revenir sur les raisons de l'endettement et les facteurs aussi bien internes qu'externes qui expliquent son développement et son «autonomisation» (Pierre Salama) : récession mondiale et détérioration des termes de l'échange des PVD, problème des taux d'intérêt, fluctuations des taux de change, abondance des liquidités internationales, politique des banques privées qui ont encouragé l'expansion des crédits et ont accru la dépendance vis-à-vis du financement extérieur.

Notre objectif est de ramener à sa juste valeur le poids de l'endettement des pays pétroliers endettés.

Les pays retenus par notre analyse sont classés par la Banque Mondiale comme pays exportateurs à revenu intermédiaire - tranche inférieure pour l'Indonésie, l'Egypte, le Nigéria et tranche supérieure pour l'Equateur, le Mexique, l'Algérie et le Vénézuela. Autrement dit, ces pays font partie de la catégorie privilégiée par les banques commerciales. On sait que tous les pays n'ont pas accès à tous les types de capitaux étrangers et plus un pays a un revenu par tête d'habitant élevé, plus il peut emprunter auprès de sources commerciales.

Le tableau suivant donne une idée de la dette et de son poids par rapport aux exportations d'une part, et au produit intérieur brut d'autre part.

TOTAL BRUT DES ENGAGEMENTS A LONG ET COURT TERME CONTRACTES PAR L'ENSEMBLE DES EMPRUNTEURS DE CHAQUE PAYS AUPRES DE L'ENSEMBLE DES CREANCIERS EXTERIEURS (1983)

Pays pétroliers parmi les principaux pays endettés»	x pop	PIB	PNB/hab	Dette (en M$)	Service de la dette	Dette PIB	x M$ export. en M$	Dette X	Service de la dette X	Part du pétrole dans les X
– Algérie	20,6	47 200	2 390	18 470	5 824	39,1	11 158	165	52,1	85,1
– Egypte	45,2	27 920	700	24 711	3 714	88,5	4 531	545	81,9	65
– Equateur	8,2	10.700	1 420	7 462	0 989	69,7	2 550	292	38,7	62,8
– Indonesie	155,7	78 320	560	31 562	3 582	40,2	21 145	149,2	16,9	52,6
– Mexique	75	145 130	2 240	88 001	15 709	60,6	21 168	475	74,2	70
– Nigéria	93,6	64 570	770	14 354	2 531	22,2	17 509	81,9	14,45	86,8
– Venezuela	17,3	48 170	3 840	30 167	5 098	62,6	15 040	200	33,8	91,4
TOTAL ..... 214 725 % par rapport à la dette totale des PVD ..... 25 %										

Source : Tableau réalisé à partir des statistiques de l'OCDE (10) et de la Banque Mondiale (15)

— La dette des pays retenus était de 214,7 milliards de dollars en 1983 soit 25 % du total de la dette des pays en développement qui s'élevait la même année à 850 Milliards de dollars.

— Les indicateurs dette/PIB et dette/exportations sont élevés pour l'ensemble des pays sauf pour le Nigéria qui était d'ailleurs considéré comme sous-endetté.

— Le poids de la dette mesuré par le ratio service de la dette/exportations, est devenu insupportable pour tous ces pays, sauf pour l'Indonésie (16,9 %) et pour le Nigéria (14,4 %). La norme couramment admise fixe un plafond de 20 %, alors que le ratio de l'Algérie est de 52 %, celui de l'Egypte 81,9 % et du Mexique 74,2 %.

Si le poids des pays pétroliers surendettés ne représente que le quart de la dette des PVD, cela ne veut pas dire que la situation spécifique de chaque pays n'est pas préocuppante. Au contraire, l'effondrement du prix du pétrole vient démontrer une fois de plus la précarité des économies dépendantes quasi-exclusivement de l'exportation d'une matière première.

Le cas du Mexique

Le secteur pétrolier du Mexique a fait l'objet d'un engouement excessif ; tous les espoirs étaient fondés sur ce secteur d'où la mise en œuvre d'un programme d'expansion fort coûteux et financé par les créanciers internationaux.

La production annuelle de pétrole brut du Mexique est passée de moins de 27 millions de tonnes en 1973 à 141 millions de tonnes en 1982, elle a plus que quintuplé en l'espace de neuf ans, faisant du Mexique le 4eme pays producteur du monde. Non membre de l'OPEP, le Mexique a joué un rôle important dans la politique de désengagement des compagnies pétrolieres et des pays consommateurs vis-à-vis de la production de l'OPEP.

L'importance de ce pays sur le marché international est appelée à croître car ses réserves prouvées étaient estimées au 1er Janvier 1985 à 7,9 milliards de tonnes sans oublier le gisement géant de Chicontepec dont l'existence a été annoncée à la fin 1978 et qui recèle des réserves probables estimées à 13,6 milliards de tonnes de pétrole brut et 1100 milliards de m3 de gaz naturel (4).

Le pétrole représente 70 % des recettes d'exportations du Mexique et procure 45 % des recettes fiscales.

---

(4) A titre de comparaison, les réserves de pétrole brut de l'OPEP étaient évaluées au 1.1.85 à 64,9 millions de tonnes soit 67,4 % des réserves mondiales (96,1 millions de tonnes) dont 23,4 millions de tonnes pour l'Arabie Saoudite, 12,6 millions de tonnes pour le Koweit, 6,6 et 6,07 millions de tonnes respectivement pour l'Iran et l'Irak.

Depuis la crise d'août 1982, le Mexique a mis en œuvre un plan d'ajustement et a signé avec les banques créditrices un accord de réechelonnement pluriannuel portant sur 49 milliards de dollars, c'est-à-dire près de la moitié de sa dette extérieure, et concernant un report d'échéances de quatorze ans.

Cet accord est considéré comme une «première» qui représente un tournant dans la gestion des problèmes d'endettement. Cependant, la baisse du prix du pétrole va peser sur l'aptitude du pays à générer les ressources en devises nécessaires à faire face aux paiements du service de sa dette.

Les exportations de pétrole du Mexique se sont élevées en 1984 à 556 millions de barils avec une valeur de 14.967 millions de dollars. Dans l'hypothèse où le volume des exportations de pétrole reste inchangé, avec un prix de 12 $ le baril, le Mexique perd les deux tiers de ses recettes pétrolières. Ce calcul approximatif donne une idée de l'impact de la chute du prix du pétrole et fait renaître le spectre d'une crise financière alors que l'ajustement draconien mis en place dès la fin de 1982 a porté ses fruits : le déficit public a été réduit de 10 % du PIB en 1982 à 7 % en 1984. L'inflation qui atteignait 100 % en 1983, était en 1984 de l'ordre de 60 %.

En 1984, l'excédent de la balance commerciale était de 12,7 milliards de dollars et celui de la balance des paiements de 2,134 milliards de dollars.

Cependant, en 1985, on constate un renversement de ces tendances dans la deuxième moitié de 1985, les prix ont commencé à augmenter à la suite de la dévaluation de la monnaie mexicaine, l'excédent de la balance des paiements a fait place à un déficit de 3,4 milliards de dollars.

L'effort d'austérité ne s'est pas effectué sans dommage pour la population dont le revenu réel a diminué fortement.

Nous suivons Pierre Salama lorsqu'il écrit que le réechelonnement signifie et le paiement et la perduration de l'état d'endettement sur fond de misère croissante.

La dette a atteint un seuil tel que les modifications du cours du dollar, des taux d'intérêt réel, des termes de l'échange affectent profondément le volume de la dette réelle : en ce sens elle s'est autonomisée partiellement du système productif. Dès lors si la dette connaît une évolution quasi indépendante de celle de la production, il est logique de penser que cette dernière aura peu d'influence sur le montant de la dette.

LE CAS DU NIGERIA

Le Nigéria fait partie des pays qui ont emprunté en misant sur leurs recettes d'exportation futures et à chaque changement de tendance vers la baisse du prix du pétrole, ce pays a emprunté davantage pour compenser la contraction de ses recettes d'exportation et budgétaire.

En 1974, le Nigéria est devenu le premier producteur d'Afrique et le dixième dans le monde avec une production qui atteint dans l'année 112 millions de tonnes. En 1975, elle a été en forte baisse en raison de la diminution de consommation dans les pays industrialisés et de la concurrence des bruts du Proche-Orient.

Le Nigéria ne retrouvera jamais ce niveau de production exception faite de l'année 1979 où la crise Iranienne a permis au Nigéria de donner une très forte expansion à l'exploration et à l'exploitation pétrolières du pays. Le brut nigérien, léger et peu sulfureux, a subi, depuis 1977, la concurrence des bruts de même type en provenance de la Mer du Nord, de l'Alaska et du Mexique et on enregistre depuis lors une pause sensible dans l'essor pétrolier du pays. La production est passée de 103 millions de tonnes en 1977 à 61,2 millions de tonnes en 1983.

Après un relèvement du quota accordé par l'OPEP la production a augmenté de 12,6 % atteignant 69,04 millions de tonnes en 1984 et 73 millions de tonnes en 1985.

Les exportations ont suivi la même tendance à la baisse passant de 91,9 millions de tonnes en 1980 à 54,7 millions de tonnes en 1984. En valeur elles sont passées de 18,3 à 12,6 milliards de dollars respectivement pour les mêmes années.

Ces chiffres sont à comparer avec ceux de la dette extérieure évaluée à 14,3 milliards de dollars en 1983 et 14,09 en 1984.

En nous basant sur l'hypothèse d'un volume des exportations de 60 millions de tonnes, soit 438 millions de barils (1 tonne = 7,3 barils) à 12 dollars le baril, les recettes des exportations pétrolières seraient de 5,2 milliards de dollars soit une baisse de près de 60 %.

Le Nigéria était considéré comme pays sous-endetté et on lui offrait sous forme de fournitures à crédit des montants considérables ; la structure de sa dette est révélatrice à cet égard, elle se présentait en 1984 de la façon suivante.

– Aide publique au développement	274 millions de $
– Créances commerciales non bancaires	2 161 millions de $
– Créances bancaires garanties	2 634 millions de $
– Autres créances bancaires	7 372 millions de $
– Créances multilatérales :	
– Conditions libérales	104 millions de $
– Conditions non libérales	1 007 millions de $
– Autres pays créanciers	538 millions de $
Total	14 901 millions de $

Les créances non bancaires liées à des opérations commerciales sont composées essentiellement des crédits publics à l'exportation et des crédits à court et long terme consentis par des exportateurs et bénéficient d'une garantie du secteur public (crédit fournisseurs).

La rubrique «créances bancaires garanties» recouvre les crédits fournisseurs garantis ou assurés par le secteur public qui sont notifiés à l'OCDE.

Les prêts multilatéraux assortis de conditions libérales regroupent les prêts assortis de taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché consentis par la BIRD, l'IDA, etc...

On peut regrouper l'ensemble de ces rubriques en quatre catégories :

1 - L'aide publique qui représente dans le cas du Nigéria 274 M de $ soit 1,9 % du total.

2 - Les crédits accordés par le secteur privé et garantis par le secteur public (créances commerciales non bancaires et créances bancaires garanties) soit 4798 M de $ représentant 34 % du total.

3 - Les crédits privés : 7372 M de $ soit 52,3 %

4 - Les prêts multilatéraux : représentent 7,8 %.

Ainsi, les crédits accordés par le secteur privé et garantis par le secteur public représentent 34 % de la dette du Nigéria. Il s'agit des crédits accordés par les exportateurs des pays industrialisés et garantis par l'Etat du pays prêteur ; ce sont des crédits liés qui concernent d'une façon générale des secteurs en crise dans les pays industrialisés. Il s'agit en fait d'une aide accordée aux exportateurs comme modalité anti-crise. Dans le cas du Mexique, ces crédits ne représentent que 8,3 % de la dette mexicaine.

La structure de la dette du Nigéria montre par ailleurs que l'aide publique au développement et les prêts assortis de conditions de faveur représentent un faible pourcentage (2,6 %) du total de la dette alors que les prêts contractés sur les marchés financiers internationaux représentent plus de la moitié.

Le Nigéria, comme d'autres pays africains est exclu des accords de prêts à des conditions de faveur ainsi que des prêts multilatéraux.

Le poids de la dette des pays pétroliers et les difficultés de remboursement qui résultent de l'effondrement du prix du pétrole, n'est pas suffisant pour ébranler l'ensemble du système de l'économie d'endettement. D'une façon générale, une crise bancaire généralisée due à la défaillance financière des pays semble être peu probable. L'exemple a été donné en 1982 en évitant la crise grâce à son refinancement perpétuel, aux négociations et aux réechelonnements qui d'ailleurs permettent aux banques d'obtenir des profits substantiels. Le jeu peut durer encore d'autant plus que la baisse du prix du pétrole se traduit par un transfert de la rente pétrolière des pays producteurs vers les pays consommateurs

lesquels peuvent alimenter davantage le système bancaire international, ce qui pose le problème du recyclage des surplus des pays industrialisés excédentaires. Autrement dit, la condition permissive de l'endettement, c'est-à-dire une offre massive de capitaux est amplifiée.

Le vrai danger pour les économies occidentales réside non pas dans une crise bancaire mais dans l'impact sur les flux d'échanges internationaux.

C'est la signification qu'on peut donner à toutes les propositions, type plan Baker, afin de poursuivre les flux financiers en destination des PVD non pas pour rembourser mais pour maintenir leurs programmes d'investissement et d'importations.